



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE L'INDUSTRIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Ambassade de France au Pakistan  
Service économique d'Islamabad**

**Islamabad, le 7 février 2025**

***Pakistan : Veille économique du 7/02/2025***

**Baisse de l'inflation à 2,4 % en g.a. mais l'augmentation des prix de certaines denrées alimentaires pousse l'inflation sous-jacente à 9%.**

**Le gouvernement devrait emprunter 24,4 Mds USD (6 825 Mds PKR) par le biais de bons du Trésor pour faire face au manque à gagner fiscal du 1er semestre 2024-2025.**

**L'administration fiscale (Federal Board of Revenues - FBR) demande des moyens adéquats lui permettant de faire face à l'évasion et à la fraude fiscale.**

**Dettes cumulées de 1,1 Md USD (305 Mds PKR) de 14 entités publiques vis-à-vis de la Trading Corporation of Pakistan (TCP).**

**Le ministre des finances considère que la nouvelle loi sur les revenus agricoles du Sindh pourrait débloquer la 1ère revue du programme du FMI (prévue initialement à la fin février-début mars).**

**Le FMI appelle à l'amélioration de la gestion de trésorerie de la dette publique.**

**L'Arabie saoudite et le Pakistan signent un accord de coopération pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.**

**Baisse de l'inflation à 2,4 % en g.a. mais l'augmentation des prix de certaines denrées alimentaires pousse l'inflation sous-jacente à 9%.**

En janvier 2025, l'indice des prix à la consommation (IPC) du Pakistan s'établissait à 2,40 % en g.a., son plus bas niveau depuis 9 ans, contre 4,1 % en décembre 2024. Au cours des sept premiers mois de l'année budgétaire 2025 (de juillet 2024 à janvier 2025), l'indice des prix à la consommation du Pakistan s'est établi à 6,5 % contre 28,73 % pour la même période de l'année dernière. L'inflation alimentaire de janvier a enregistré une croissance négative de -0,6 % en milieu urbain et de -2,9 % en milieu rural, tandis que l'inflation non-alimentaire était de 5 % en milieu urbain et de 7 % en milieu rural.

En revanche, l'indice d'inflation sous-jacente s'est établi en janvier à 7,8 % dans les zones urbaines et à 10,4 % dans les zones rurales. Cela explique peut-être que les enquêtes du PBS (Pakistan bureau of Statistics) montrent une tendance à la baisse de la consommation alimentaire en janvier (sur le sucre, les légumes, les légumineuses et l'huile alimentaire dont le prix a augmenté alors que le cours de ces

produits sur le marché international étaient orientés à la baisse). En revanche, la consommation de farine et de riz -qui restent des denrées subventionnées- est restée à son niveau habituel.

Dans ce contexte, le ministère de la Sécurité alimentaire nationale et de la Recherche et le Comité de surveillance des prix (National Price Monitoring Committee -NPMC-) ont décidé de lutter contre la « cartellisation » et la spéculation sur certaines denrées en remettant en place plusieurs stocks stratégiques.

### **Le gouvernement devrait emprunter 24,4 Mds USD sur le marché intérieur pour faire face au manque à gagner fiscal du 1<sup>er</sup> semestre 2024-2025.**

L'augmentation de 26 % des recettes fiscales par rapport au premier semestre de l'exercice 2024 n'a pas été suffisante pour faire face aux besoins budgétaires. Dans ce contexte, le gouvernement prévoit d'emprunter 6 825 Mds PKR au deuxième semestre de l'exercice en cours pour répondre aux besoins budgétaires. 3 925 Mds PKR devraient être levés sous forme d'obligations à moyen-terme et 2 900 Mds PKR devraient faire l'objet d'émissions de bons du Trésor à court terme.

### **L'administration fiscale (Federal Board of Revenue - FBR) demande des moyens adéquats lui permettant de faire face à l'évasion et à la fraude fiscale.**

Le FBR considère que les moyens logistiques et informatiques qui lui sont impartis ne lui permettent pas de surveiller efficacement les fraudeurs. Le FBR considère que le sucre, le ciment, le tabac et les engrais sont les secteurs principaux où le niveau d'activités est volontairement sous-estimé par les industriels. Le FBR considère en outre qu'il y a une mauvaise répartition budgétaire entre les échelons fédéraux et provinciaux (les provinces recevant trop, pour une activité plus restreinte).

### **Dettes cumulées de 1,1 Md USD (305 Mds PKR) de 14 entités publiques vis-à-vis de la *Trading Corporation of Pakistan (TCP)***

Les entités publiques présentées ci-dessous considèrent que le taux de l'argent très élevé des dernières années est la raison principale pour laquelle 14 entités publiques sont très endettées auprès de la *TCP*. Elles demandent pour cette raison un moratoire sur la dette.

Sont endettées auprès de la *TCP* : le département de l'alimentation du Pakistan (destiné à aider la population la plus modeste du pays, hors province du Sind) doit 23 Mds PKR (aux 2/3 composés de taux d'intérêts cumulés). Le département de l'alimentation du Sindh (destiné à aider la population la plus modeste de la province) doit 8,8 Mds PKR (dont 8,2 Mds d'intérêts cumulés). La *Pakistan Agricultural Storage & Services Corporation Ltd* doit 6 Mds PKR (dont 4,9 Mds d'intérêts cumulés). La chaîne de supermarchés *Utility Stores Corporation (USC)*, une chaîne d'épicerie publique visant la population à faibles revenus, doit 103,31 Mds PKR. *La National Fertilizer Corporation* doit 121 Mds PKR. Le gouvernement du Kashmir administré par le Pakistan a également fait 2,1 Mds PKR dont 1,85 Md du au cumul de la dette.

### **Le ministre des Finances considère que la nouvelle loi sur les revenus agricoles du Sindh pourrait débloquer la première revue du programme du FMI (prévue initialement à la fin février-début mars).**

Selon M. Aurangzeb, le ministre des finances, le retard du vote par le parlement du Sind avait bloqué la première revue du programme du FMI. Les services du FMI auraient demandé aux gouvernements provinciaux d'harmoniser l'impôt sur le revenu agricole avec les régimes fédéraux d'imposition du revenu des particuliers et des sociétés et d'instaurer un super-impôt pour les propriétaires à revenu élevé.

Le projet de loi prévoit l'exemption des entreprises agricoles qui génèrent un chiffre d'affaires annuel de 600 000 PKR ou moins. Les fermes qui affichent un revenu annuel de 5 M PKR (17 900 USD, tranche d'imposition la plus élevée de revenus agricoles) seront soumises à un taux d'imposition de 45 %. Une super taxe progressive a également été introduite pour les entreprises industrielles ou agricoles à partir d'un revenu annuel de 150 M PKR (537 000 USD).

#### **Le FMI appelle à une amélioration de la gestion de trésorerie de la dette**

Le FMI considère que le ministère des Finances et la Banque centrale (State Bank of Pakistan – SBP) devraient diversifier les acheteurs des obligations d'Etat et bons du Trésor dans le cadre d'un marché plus fluide et plus actif. Les services du FMI considèrent que les banques représentent une trop grande part des achats de bons du Trésor (plus de 85% des acheteurs). Or, il leur semble que la préférence des banques pour les investissements à court terme peut accroître les risques de financement et -à terme- déstabiliser le marché de la dette et le système financier. Les services du FMI voudraient par ailleurs amener les autorités pakistanaises à réduire leurs émissions d'obligations et de bons du Trésor par une meilleure connaissance des fonds non-utilisés au niveau de leurs budgets.

#### **L'Arabie saoudite et le Pakistan signent un accord de coopération pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.**

Le cabinet du prince héritier Mohammed bin Salman et la Financing Monitoring Unit pakistanaise (point de contact du GAFI) ont annoncé un accord de renforcement de la coopération bilatérale dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Cet accord vise à mutualiser certains moyens et notamment à fluidifier les échanges d'informations dans les enquêtes effectuées dans les deux pays.

**AGENDA :**

12 février 25 : Visite du Président turc Erdogan.

Février 2025 : Première mission de revue du programme de l'EFF du FMI.

14-15 mai 2025 : [EU-Pakistan Business Forum \(Islamabad\)](#)

Juin 2025 : Mission de l'UE dans le cadre de la revue du statut SPG+ dont bénéficie le Pakistan.

<b>INDICATEURS</b>	
Population (recensement 2023)	241,49 millions d'habitants
PIB (estimation au 30 juin 2024)	381,07 Mds USD contre 372 Mds USD (juin 2023) -estimations pakistanaises-
Croissance du PIB Année 2023/2024  Prévisions (2024/2025)	2,52 % (source pakistanaise)  + 3,5 % (hypothèse retenue dans le budget) +3,2 % (hypothèse du FMI) +2,8% (hypothèse BAsD) +2,3% (hypothèse Banque mondiale)
PIB par habitant	1680 USD (contre 1 586 USD au 30 juin 2023)
Taux de chômage Taux de chômage des jeunes	10,3 % en juin 2024 en g.a 11,3% en juin 2024 en g.a
Taux de pauvreté (Banque mondiale, septembre 2023)	39,4 % des Pakistanais vivent en dessous du seuil de pauvreté
Indice des prix à la consommation En continu (janvier 2025) Prévisions (2024/2025)	2,4 % en g.a 9,2% (prévision FMI, rapport de sept. 2024)
Taux directeur banque centrale	12% % (depuis le 27 janvier 2025)
Réserves de change	11,42 Mds au 31/01/25 (contre 11,8 Mds USD au 15/01/25)
Balance commerciale 2023/2024	-24,09 Mds USD (- 27,47 Mds USD en 2022/2023)
Compte courant (2022/2023)	-681 M USD (- 3,27 Mds USD en 2022/2023)
Dette publique (% PIB) 2023/2024  Dont Dette externe	291 Mds USD (83% du PIB) contre 207,7 Mds USD soit 73,2% du PIB en 2022/2023 130,1 Mds USD (contre 77,2 Mds USD en 2022/2023)
Transferts de fonds des émigrés année budgétaire 2024	30,3 Mds USD (27,3 Mds USD 2022/2023)
Flux d'IDE année budgétaire 2024	1,9 Md USD (+17% par rapport à 2023)
Indice de perception de la corruption 2023	133 <sup>ème</sup> /180 (140 <sup>ème</sup> /180 en 2022)